

L'ANALYSE SWOT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO DANS LA ZONE DE LIBRE-ECHANGE AFRICAINE

SWOT ANALYSIS OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO IN THE AFRICAN FREE TRADE AREA

Par

Mabiz NSELE MABI

Doctorant en Marketing et Commerce International, Université de Kinshasa, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, République Démocratique du Congo.

nseleilashi@gmail.com

&

Lebun OKANA N'SIAWI

Professeur à l'Université de Kinshasa, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, République Démocratique du Congo.

&

Louison TETE SULA

Doctorant en Marketing et Commerce International, Université de Kinshasa, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, République Démocratique du Congo.

louison.tete@unikin.ac.cd

&

Christian MBAYO KABANGO

Professeur à l'Université de Kinshasa, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, République Démocratique du Congo.

Résumé

La principale préoccupation soulevée dans cette étude est d'apprécier les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces de la République Démocratique de Congo (RDC) dans la zone de libre-échange Africain dont elle est membre. En effet, il est évident que tous les pays membres de cette nouvelle organisation pour la facilitation des échanges n'ont pas les mêmes atouts et les mêmes contraintes d'où la nécessité d'analyser le cas de RDC pour tirer les conclusions qui s'imposent. A l'issue de l'analyse, l'on a constaté que ce pays pourrait bénéficier de ses échanges avec les autres pays membres de la zone, mais à la seule condition qu'il surmonte ses faiblesses et ses menaces d'une part et de s'investir pour matérialiser ses forces et ses opportunités qui lui offrent plus d'avantages que les autres pays membres parce qu'à l'état actuel de son environnement économique, il ne bénéficiera beaucoup ou pas du tout de ces échanges dans le cadre de cet accord.

Mots clés : forces, faiblesses, opportunités, menaces, libre-échange, République Démocratique du Congo.

Abstract

The main concern raised in this study is to assess the strengths, weaknesses, opportunities and threats of the Democratic Republic of Congo (DRC) in the African free trade area of which it is a member. Indeed, it is obvious that all the member countries of this new organization for the facilitation of trade do not have the same assets and the same constraints, hence the need to analyze the case of the DRC to draw the conclusions which are impose. At the end of the analysis, it was noted that this country could benefit from its trade with the other member countries of the zone, but on the only condition that it overcomes its weaknesses and its threats on the one hand and to invest in order to materialize its strengths and its opportunities which offer it more advantages than the other member countries because in the current state of its economic environment, it will not benefit much or not at all from these exchanges within the framework of this agreement.

Key words: strengths, weaknesses, opportunities, threats, free trade, Democratic Republic of Congo.

1. Introduction

Dans le cadre des échanges commerciaux entre les différentes nations du monde, plusieurs assentiments se négocient dans le but non seulement de favoriser la croissance économique réciproque mais surtout de renforcer la coopération.

C'est le cas de l'accord de libre-échange africain signé en date du 21 mars 2018 à Kigali au Rwanda par les chefs d'Etats dont la République Démocratique du Congo (RDC) est membre. Cependant, l'environnement économique de chacun des pays membres présente des forces, des faiblesses, des opportunités et des menaces par rapport à cet accord. C'est ce qui justifie notre préoccupation dans cet article qui analyse le cas de la RDC afin de tirer des conclusions qui s'imposent en rapport avec ces éléments de l'analyse SWOT.

Concrètement, il est question d'analyser les atouts (forces et opportunités) et les contraintes (faiblesses et menaces) de ce pays dans le cadre de ses échanges avec les autres pays membres de cette nouvelle zone. C'est ce souci qui constitue l'objectif général de cette étude et de manière spécifique, elle cherche à déterminer le contenu de chaque composante pour le cas de la RDC.

Nous partons de l'hypothèse selon laquelle l'environnement économique actuelle de la RDC présente plus de contraintes que d'opportunités dans sa participation à la zone de libre-échange Africain.

Les différents aspects qui sont présentés et qui constituent la structure de cette recherche sont : les considérations générales sur le libre-échange, l'invention du système d'après lequel les transactions commerciales entre les nations doivent être affranchies des taxes élevées pour l'Afrique (libre-échange Africain), l'analyse SWOT de la République Démocratique du Congo (RDC) dans le libre-échange Africain, les effets probables du libre-échange sur l'économie congolaise et la conclusion et recommandation.

2. Création de la zone de libre-échange africain

La pratique de libre-échange procure des bénéfices à tous les pays dit-on. Pourtant durant des décennies, la plupart des nations ont cherché à contrôler leurs échanges en instaurant des barrières douanières. Cette nouvelle politique envisagée par la majorité de pays porterait-elle

réellement ses fruits pour tous les pays qui la pratiquent ? Cette interrogation suscite la curiosité.

La création de cette zone est parmi des meilleurs projets de l'Union africaine, qui engendrer progressivement la suppression des barrières entre pays membres, activant ainsi les échanges africains et favorisant l'émancipation des pays africains d'un système économique trop concentré à la production des matériaux de la souche naturelle qui élaborent l'objectif d'une transformation industrielle ou artisanale destinés à l'exportation vers les pays hors africains.

Quarante-quatre nations l'avaient en mars 2018 à Kigali au Rwanda par les différents chefs d'Etat. La RDC l'a signé également mais une année après soit, mars de l'année 2019.

Les pays non signataire étaient : le Bénin, l'Afrique du Sud, le Burundi, l'Erythrée, la Namibie, le Nigeria et la Sierra Leone...

Il a fallu deux années de négociation, pour sa concrétisation. Selon les initiateurs, il est le plus important qui favorisera l'avancement économique de l'Afrique à travers l'accroissement de son commerce entre les pays membres (Lamiae Bellaliz, Mohamed Mezene, 2018).

A sa mise en œuvre, l'Union Africaine avait projeté un avancement économique du commerce intra-africain à près de 60% après quatre ans c'est-à-dire en 2022. Cependant, compte tenu du retard constaté pour sa mise en application effective à ce jour, il y a lieu de repousser cette échéance. Cette vision tend à améliorer le faible niveau de ce commerce intra-africain qui se situe à ce jour entre 16% à 52%.

3. Considérations générales sur le libre-échange

Dans les échanges internationaux existent plusieurs politiques issues des accords entre les nations de type régional ou international. Le libre-échange figure parmi les accords à la fois de type régional qu'international.

L'analyse économique depuis Adam Smith, présente ce système de transaction comme un idéal, vers lequel les choix de politique commerciale devraient tendre. En fait, le libre-échange est souvent plébiscité par les économistes pour deux raisons essentielles : d'une part, échapper aux pertes d'efficacités provoquées par le protectionnisme et d'autre part, la préférence est moins hasardé pour les pouvoirs publics.

En rapport avec la première raison, il y a lieu d'évoquer le fait que pour le libre-échange, le coût-bénéfice de la protection commerciale montre plus souvent qu'en s'écartant du libre-échange, les économies et leurs agents subissent des pertes d'efficacité. Les entorses ou atteintes à ce principe engendrent des coûts élevés pour les agents économiques (augmentation des prix qui rend moins compétitifs les consommateurs et les entreprises et provoque un ralentissement de la mise en place des changements graduels des techniques, durcissements et manque d'efficacité des entreprises trop protégées,...).

Pour ce qui est de la deuxième raison, il y a lieu de dire que l'adoption d'une politique protectionniste trop perfectionnée risque d'être pervertie par les enjeux politiques (beaucoup d'industries nouvellement créées ne seront ainsi jamais devenues grandes et resteront subordonnées à la protection dont elles bénéficient).

3.1. Efficience et libre-échange

L'analyse coûts-bénéfices montre qu'en s'écartant du libre-échange, les économies subissent des pertes d'efficacité. « En considérant le cas d'un petit pays, qui ne peut pas influencer les prix mondiaux ; l'instauration d'un droit de douane introduit une distorsion des incitations économiques que ce soit pour les producteurs comme pour les consommateurs ; ce qui engendre une perte nette sur l'économie ».

Actuellement, les droits de douane sont généralement assez faibles et les quotas d'importation sont devenus rares dans beaucoup d'économies du monde. Par conséquent, lorsqu'on essaie d'évaluer les coûts des distorsions qui leur sont imputables, on obtient des valeurs relativement modestes : par contre, « une estimation récente des gains liés à l'élimination de ces barrières commerciales montre qu'ils sont généralement inférieurs à 1% du PIB. (voir tableau n°1) (Paul Krugman et Maurice Obstfeld 2009) ». Cependant, même modestes, ces chiffres représentent tout de même des gains non négligeables, notamment pour les pays en développement.

Tableau n°1 : Avantages attendus au basculement vers le système mondial de transactions commerciales affranchies des taxes élevées(en % du PIB)

Union européenne	0,61
------------------	------

Etats-Unis	0,57
Japon	0,85
Pays en développement	1,4
Monde	0,93

Source: William Cline, Trade Policy and Global Poverty, Institute for international Economic, Washington DC, 2004, p.180 é par Paul Krugman et Maurice Obstfeld.

3.2. Gains additionnels au libre-échange

Très peu d'études empiriques permettent de quantifier les effets dynamiques de l'ouverture commerciale. Néanmoins, en 1985, les économistes canadiens Richard HARRIS et David COX ont tenté d'évaluer, en tenant compte de la croissance des économies d'échelle, les gains générés au Canada par la pratique du libre-échange avec les Etats-Unis. Leurs calculs montrent qu'une ouverture commerciale soudaine aurait, à terme, augmenté le revenu réel du Canada de 8,6% ; soit trois fois plus que le taux estimé lorsqu'on ne tient pas compte de ces gains dynamique à l'ouverture (HARRIS et COX, 1984).

Cependant, la sécurité des marchés engendre non seulement l'affaiblissement de la production au niveau international, mais aussi de pousser un grand nombre d'entreprises vers la production dans les secteurs protégés. Cependant, la hausse du nombre d'entreprises sur des marchés intérieurs étroits réduit l'échelle de production de chacune. Ainsi, la possibilité de communiquer avec l'extérieur engendre la qualité de la production et l'augmentation de la productivité.

Un autre raisonnement qui milite en faveur du système sous étude est qu'en poussant les hommes d'affaire à l'exploration de nouveaux endroits pour les exportations, ou bien à s'opposer à la concurrence étrangère, ils favorisent avec efficience le progrès et la transmission des compétences dans leurs entreprises.

Certains pays en développement ont ainsi découvert des opportunités d'exportations inattendues, en abandonnant leurs systèmes de droit de douane et de quotas d'importation au profit de politiques commerciales plus ouvertes. A côté de ces arguments économiques, les

mêmes auteurs évoquent également des raisonnements politiques construits en faveur de ce système de transactions commerciales entre les nations.

3.3. Arguments politiques en faveur du libre-échange

En théorie, il arrive parfois que le libre-échange ne soit pas la politique idéale, mais en pratique, il se révèle qu'il soit une bonne idée. Il se peut qu'un Etat au-delà des considérations purement économiques relatives à la protection commerciale de certains secteurs impose le libre-échange total pour des raisons politiques. Mais, il peut être confronté à des groupes de pression qui souhaiteront le retour au protectionnisme commercial qui les avantage. Pour couper court il doit viser l'intérêt général.

Ainsi, les arguments politiques ci-après après militent en faveur du libre-échange. Il s'agit de :

- les exceptions au système de transactions commerciales entre les nations affranchies des taxes élevées est à l'origine des coûts élevés ;
- les profits de ce système viennent encore rendre lourd les coûts relatifs aux systèmes de protection des entreprises locales;
- l'adoption d'une politique de protection trop poussée est susceptible d'être corrompue par les buts politiques.

Au regard de ces deux politiques (protectionnisme et libre échange), nous estimons que chaque pays devrait opter un choix de mixage entre les deux. Donc un choix d'une ouverture accompagnée de mesures de la protection de certains secteurs jugés stratégiques pour l'autonomie et la sauvegarde des intérêts du pays. Car même aux USA, les droits de sortie et d'entrées existent. Ci-dessous nous présentons quelques accords de libre-échange.

En ce qui concerne le partage à faire entre l'adoption de libre-échange et le protectionnisme, l'on peut dire que ces deux modèles sont des cas extrêmes et qu'un petit nombre de pays seulement répondent exactement à l'un ou l'autre d'entre eux. La majorité considère chaque modèle comme un cas extrême et les utilise partiellement en protégeant certains secteurs stratégiques et en libéralisant d'autres.

3.4. Quelques accords de libre-échange dans le monde

Parmi ces accords l'on peut retenir :

<http://revues.imist.ma/?journal=REGS>

ISSN: 2458-6250

- le libre-échange nord-américain (ALÉNA) entré en vigueur le 1er janvier 1994 ;
- le libre-échange européen (AELE) Association Européenne pour Libre-échange ;
- le libre-échange asiatique : commission (des Nations Unies) Economique pour l'Asie du Sud-Est (CEASE) ;
- la zone de libre-échange Africain, ZLECAF signé depuis octobre 2018 et mis en application depuis le 1^{er} janvier 2021.

Il faut préciser qu'il existe aussi au monde des accords sous régionaux qui ne sont pas présentés dans le cadre de cette étude.

4. Analyse SWOT de la RDC dans le libre-échange africain

Il s'agit de l'analyse de ses forces, faiblesses, opportunités et de ses menaces. Ces notions sont relatives et contingentes aux caractéristiques de chaque organisation ou pays et de ses capacités internes. Ainsi un changement environnemental qui peut apparaître comme une menace pour le développement d'une organisation ou d'un pays disposant des ressources et compétences spécifiques, une opportunité est une force de développement. Leur nature varie aussi dans le temps. Une entreprise, une organisation ou un pays à travers ses décisions et actions stratégiques peut transformer une menace en opportunité de développement. En outre les notions d'opportunités et menaces n'ont de sens qu'au regard des forces et de faiblesses propres.

4.1. Analyse des forces de la RDC dans le libre-échange africain

Par force, on sous-entend le degré d'efficacité de rendement d'un pays dans ses échanges avec les autres pays. Cet efficacité dans ce cas d'espèce peut provenir des avantages absolus et/ou comparatifs qu'a un pays par rapport aux autres avec lesquels il échange.

La République Démocratique du Congo qui est signataire de libre-échange possède au regard de ses potentialités et ses possibilités d'investissement tels que présentées, beaucoup d'avantages qui constituent sa force et lui permettent de profiter de ces échanges si et seulement si le pays répondait aux préalables qui handicapent jusque-là l'épanouissement de son économie.

L'importance de sa population qui est d'environ quatre-vingt million d'habitant la classe parmi les plus grands marchés d'Afrique, qui pourrait lui (RDC) permettre de profiter des externalités positives provenant des autres pays.

Sa dotation en diverses ressources minérales et végétales constitue une force si ces dernières sont bien exploitées.

La RDC a toujours ambitionné de renforcer ses échanges intracontinentaux et ses relations diplomatiques, c'est d'ailleurs ce qui justifie son appartenance au Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA).

Elle tirera sans doute profit de cette réforme économique continentale dans deux axes : d'abord à cause de la concrétisation ses possibilités d'investissement ensuite à cause de sa position géopolitique au centre de l'Afrique, avec ses neuf voisins qui lui offrent beaucoup de possibilités d'échanger contrairement à ses voisins, car la contrainte relative à la distance et au coût de transport sera minimisée pour ses échanges.

4.2. Possibilités d'investir en République Démocratique du Congo (RDC)

En RDC, il y a plusieurs possibilités d'investir dans tous les secteurs d'activités économiques. Cependant, ces opportunités sont freinées par des facteurs endogènes (mauvais climat politique, climat des affaires, les guerres, la mauvaise gouvernance, ...) qui découragent les investisseurs. Parmi ces opportunités, on peut citer à titre indicatif les secteurs ci-après: minier, des hydrocarbures, l'agriculture et forêt, élevage et pêche, industrie, électricité, bancaire, infrastructure, transport, télécommunication et tourisme.

En rapport avec le secteur de gisement de substance minérale ou fossile (minier), il y a possibilité d'investir dans les secteurs de cuivre, cobalt, cassitérite et or dans les différentes provinces de la RDC et de continuer à organiser la recherche dans le domaine géologique et minier sur tout le territoire national.

Pour ce qui est du secteur de pétrole et gaz (hydrocarbure), les possibilités d'investissement se traduisent par : la remise en l'état de la Raffinerie du Congo Central, la fabrication de

matière organique naturelle (bitume) pour le revêtement routier, l'étude sur l'ensemble des caractères du sous-sol du bassin côtier de la RDC, l'exploration dans la cuvette centrale.

En ce qui concerne le secteur d'activité économique qui ont comme objet la mise en valeur du milieu rural afin d'obtenir des produits végétaux et animaux utiles à l'homme (agriculture et forêt), les possibilités d'investissement sont : recouvrer l'exploitation des palmiers à huile, encadrer la production et le transport des grumes, métamorphoser l'industrie du bois, produire l'Hévéa, élaborer des médicaments et de la pâte à papier.

Pour les investissements dans le secteur d'héberger et d'entretenir des animaux, ainsi que la manière de chercher les poissons (élevage et pêche), la RDC offre des possibilités dans : l'élevage des bœufs, des porcs, production de lait des vaches, production de poissons grâce à la pêche fluviale, maritime ou lacustre.

Les possibilités d'investissement se manifestent également dans le secteur industriel. En effet, en RDC, il y a possibilité d'investir dans plusieurs secteurs de transformation industrielle des produits finis, notamment pour les produits alimentaires (mangues, tomates, cafés, canne à sucre ...), tabac, textile et cuir, bois et papier, produits chimiques (quinquina), etc. et métallurgique de base (sidérurgie, changement des métaux non ferreux, production d'appareils et fournitures électriques, bâtir et/ou monter des véhicules automobiles.

Pour ce qui est du secteur électrique, la RDC offre la possibilité d'investir en rétablissant son barrage hydroélectrique d'Inga qui produit l'électricité à haute, moyenne et basse tension ainsi que de ses extensions, et son barrage de la TSHOPO à Kisangani. Elle offre aussi la possibilité de créer beaucoup de micro barrage à travers son territoire traversé par plusieurs rivières. Cette potentialité lui offre la possibilité d'exporter son électricité et d'accroître ses recettes d'exportation.

Dans le secteur bancaire, l'importance de sa population constitue non seulement une force en terme de proportion des clients susceptibles d'avoir des comptes bancaires mais aussi une possibilité d'implantation des institutions financières et bancaires dans toutes les villes du pays.

Par rapport au secteur de moyen de communication à distance (Télécommunications), il est important de rétablir l'Office Congolais des postes et télécommunication et d'aménager des réseaux de la téléphonie fixe et mobile dans tout le pays ce qui va faire gagner les revenus à l'Etat surtout que les services de la poste coûtent moins que les autres réseaux opérationnels.

Pour le secteur du Tourisme il y a possibilité de : manager les différents sites touristiques du pays, créer de nouveaux sites, améliorer l'hôtellerie dans plusieurs centres urbains du pays et rendre moderne les différents parcs nationaux.

Comme on peut le remarquer, la réalisation de ces investissements pourrait booster l'économie congolaise et lui permettre de profiter dans le libre-échange africain.

Rendre plus libérale les marchés du secteur de gisement de substance minérale ou fossile et relatif au pétrole, admettre le système de taux variable de change, procéder à la promulgation de nouveaux textes des lois dont l'intention définie est de favoriser le développement des initiatives privées, notamment en leur rendant plus stable, plus solide, hors de danger et les possibilités dont ils ont besoin (Code des investissements, Code minier, Code forestier, Code de travail), et la baisse de la fiscalité intérieure constituent les éléments complémentaires des aspects qui pourraient changer la situation économique de la RDC.

Bref, la matérialisation de ces opportunités d'investissement constitue une force pour l'économie congolaise dans le concert du libre-échange africain.

4.3. Faiblesses de la RDC par rapport au libre-échange africain

Par faiblesses dans ce cas précis, on entend les aspects qui handicapent la possibilité bénéfique d'échanger avec les autres pays afin d'améliorer les recettes y relatives.

Les principales faiblesses que l'on peut évoquer à ce niveau pour le cas de la RDC sont : l'absence et/ou la faiblesse de l'industrie de transformation, l'inexistence de l'agriculture industrialisée, la baisse dans l'exploitation forestière. Le fait que son économie soit essentiellement basée sur le secteur minier, alors que ces produits miniers n'ont jamais été transformés dans le pays ou dans les pays de la zone libre-échange et ne sont pas exportés

vers les pays africains. Ce qui signifie que les produits miniers sur lesquels est basée l'économie congolaise ne feront pas l'objet d'échange dans le cadre du libre-échange africain.

L'étroitesse de la structure de ses exportations non diversifiées constitue un autre frein à sa participation au développement du commerce intra-africain. Le nombre limité et les catégories de ses produits exportables ne favorisent pas leur échange avec les pays africains (Cedrick Kalemasi et al, 2022).

Ses produits manufacturés à faible valeur ajoutée seront fortement concurrencés par ceux des autres pays. C'est pour cette raison que, dans le cadre des Accords des systèmes commerciaux multilatéral, régional ou sous régional, le Ministre du Commerce Extérieur de la RDC en 2017, avait pris des mesures de protection et de sauvegarde de l'industrie locale et renouvelé jusqu'en 2019. Telle est la quintessence des arrêtés portant mesures de restriction des importations des bières et boissons gazeuses, des ciments gris et clinkers, des barres de fer, de la farine de froment, du sucre brun. Cependant, le libre-échange pourrait favoriser le passage de ces produits pourtant interdits.

L'autre facteur qui s'inscrit également sur la liste de faiblesses est la mauvaise qualité de ses voies de transport et de communication. L'absence et/ou le nombre réduit de ses voies de communication constitue une faiblesse pour cet immense pays. Car, malgré son vaste étendue 2 345 000 Km² la RDC manque des routes praticables. Son réseau routier ne comprend que 153.209 km de routes dont 58.509 km d'entre elles sont des routes d'intérêt général et environ 3.000 km seulement sont bitumées.

A cet effet, pour réussir dans le libre-échange le pays doit mobiliser des ressources pour non seulement améliorer l'état de ses routes mais surtout pour construire d'autres afin de favoriser la mobilité des produits et des personnes.

Les voies de communication favorisent le développement des échanges tant au niveau interne qu'externe. L'absence ou le mauvais état des voies de communication ne permettront pas à la RDC de profiter véritablement de ses échanges dans le cadre de libre-échange africain.

Faut-il préciser que, la matérialisation de la liberté économique se concrétise à travers le libre-échange et le libre passage des produits et des individus. Pour sa réalisation, l'existence des voies de circulation est un impératif.

A côté de cette faiblesse, il y a lieu d'évoquer aussi les antivaleurs qui élussent domicile en RDC. Les autorités publiques congolaises doivent lutter contre : la corruption, les vols, les détournements, les guerres, l'instabilité politique, assurer une bonne gouvernance, le respect de l'état de droit, etc., pour améliorer le climat social et l'image du pays au niveau international. Ce qui pourrait garantir les investisseurs (Louison TETE SULA, 2021).

La nécessité d'assurer un bon contrôle pendant ces échanges, à l'entrée des produits étrangers dans le territoire congolais est un aspect qui mérite d'être aussi évoqué. Car certains produits à courte durée de vie ou presque périmés entrent dans le territoire congolais par manque de contrôle rigoureux de la part des agents commis à cette tâche dont certains sont corruptibles.

L'absence des industries de transformation obligera la RDC d'exporter toujours des produits à faible ou sans valeur ajoutée ce qui va influencer sur leur compétitivité par rapport aux produits fabriqués par les autres pays membre de la zone.

Ces différentes faiblesses présentées permettent de conclure que, dans la situation actuelle, la RDC profitera moins ou pas du tout de la mise en vigueur du traité de la zone de libre-échange continental tant qu'elle ne fait pas disparaître ses faiblesses.

4.4. Les opportunités de la RDC dans la zone de libre-échange africain

Par opportunités dans ce cas précis, on entend les aspects favorables qu'un pays bénéficie dans les échanges avec les autres pays. Nous estimons que la participation de la RDC sera avantageuse pour son économie. Elle apportera notamment des avantages douaniers aux commerçants opérant dans le pays.

L'élargissement de l'espace économique et la suppression des droits de douane et des taxes à l'exportation vont profiter aux opérateurs économiques du pays.

En 2013, le Ministre congolais du commerce extérieur de la RDC, pensait que, la RDC bénéficiera d'un certain nombre d'infrastructures à travers la ZLECAF, Car des infrastructures de communication seront mises sur pied grâce à un fonds qui sera financé par le COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australe).

Les autres aspects favorables pour la RDC dans la zone de libre-échange économique africain sont :

<http://revues.imist.ma/?journal=REGS>

ISSN: 2458-6250

- l'augmentation de la demande solvable. En effet, selon les statistiques de 2006, ce marché représentera une population totale d'environ 340 millions d'habitants et a un PIB total de 170 milliards de dollars américains (Bellelij Lamiae Mezenz Mohamed, 2018) ;
- permet aux entreprises des pays membres de réduire les coûts de production consécutive à l'accroissement de leurs dimensions (économies d'échelle) et par conséquent, réduire les prix des biens mis en vente;
- il favorise la compétitivité des entreprises nationales et le changement en mieux de leurs techniques de production ;
- il engendre une intégration régionale à travers son adhésion dans les différents organismes africains qui prônent cette politique à savoir : la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté de développement d'Afrique australe (COMESA), l'UNION AFRICAINE et la SADEC.

4.5. Les menaces de la RDC dans la zone de libre-échange africain

Par menaces dans ce cas précis, on entend les difficultés ou les désavantages qu'un pays rencontrera dans le cadre du libre-échange avec les autres pays membres.

Le libre-échange pourrait constituer une menace pour une économie, pour deux raisons, d'abord, à travers la concurrence par le prix. En effet, si les produits venant de l'extérieur coûtent moins chers que les produits locaux, de même nature. Ensuite, à travers la concurrence par la qualité. En effet, si les produits venant de l'extérieur ont une valeur ajoutée supérieure aux produits locaux.

A l'état actuel de l'économie congolaise, le libre-échange engendrera beaucoup de menaces qui vont impacter son économie. Le cas du commerce transfrontalier entre la RDC et l'Angola à travers le poste de LUFU est un exemple éloquent qui mérite d'être évoqué pour confirmer cette réalité. En effet, l'importation de divers produits en provenance de l'Angola par ce poste par les populations congolaises en général et kinoises en particulier concurrencent les produits locaux par rapport au prix et à la qualité de certains produits. Ce qui pousse à ces populations à y recourir. En effet, un carton de lait en poudre NIDO acheté à

LUFU (Angola) à 45\$ se vend à Kinshasa à 65\$, une chaise en plastique achetée à LUFU à 4\$ est vendue à Kinshasa à plus de 5\$. Comme on peut le constater, pendant le libre-échange, ces produits seront vendus à Kinshasa à un prix inférieur au prix actuel et seront préférés aux produits locaux. La politique fiscale congolaise avec ses multiplicités de taxes alourdit le coût de revient des produits et influe sur le prix de vente des produits (Kalemasi Mosengo Cedrick et Al., 2022).

Il importe à cet effet de préciser que le libre-échange peut aussi pousser une entreprise à la faillite à travers une concurrence soutenue, comme ce fut le cas des Usines Textiles Africains (UTEXAFRICA) qui ont été conduites à la fermeture à cause des importations clandestines à moindres coûts des produits vestimentaires (vêtements pour dames wax hollandaises, super SOSO et autres), qui ont constitué une menace pour ces Usines.

Cette concurrence a contribué à la destruction d'emplois en RDC, avec la fermeture de ces usines. Cette situation serait aussi probable avec le libre-échange.

Un autre aspect qui pourrait influencer sur l'économie d'un pays est le fait que les entreprises préfèrent toujours se délocaliser en faveur des pays où les coûts de production sont bas. L'entrée des produits extérieurs à valeur ajoutée élevée va concurrencer les produits nationaux (congolais) à faible valeur ajoutée par défaut de l'industrie de transformation.

En définitive, il y a lieu de dire que malgré ces faiblesses et menaces, nous soutenons la ratification de l'adhésion de la RDC à cette zone car dans l'hypothèse où si, elle refusait d'y adhérer, elle aurait risqué de fragiliser davantage son économie parce qu'elle deviendrait l'espace économique le plus cher parce que tous ses voisins bénéficieront des droits de douane préférentiels et achèteront les équipements dont ils ont besoin à moindre coût par rapport aux produits congolais.

5. Les effets probables du libre-échange sur l'économie congolaise.

Ce point permettra d'apprécier les effets probables du libre-échange sur l'économie congolaise à l'instar de ses forces, ses faiblesses, ses opportunités et ses menaces par rapport à la pratique du libre-échange.

Le libre-échange va impacter sans exception toutes les économies des pays membres. Trois études de simulation réalisées au niveau international à l'aide d'un modèle économique d'équilibre général calculable respectivement par la conférence des Nations-Unies sur le commerce et le Développement (2018), les institutions de Breton wood : (le Fonds Monétaire International (2019)) et (la Banque Mondiale (2020)) qui ont abouti à quelques résultats communs qui résulteraient de la mise en œuvre de la ZLECAF, notamment :

- la variation positive du PIB et de l'emploi ;
- les gains de bien-être ;
- les pertes de recettes douanières et leur répartition ;
- les gains de bien-être à long terme par rapport aux pertes de recettes douanières ;
- l'accroissement du commerce intra-africain.

Ces mêmes études ont également ajouté que les pays qui gagneraient plus sont ceux qui s'ouvriront le plus à la suite de la réduction des barrières au commerce, ceux qui commercent déjà beaucoup avec d'autres pays africains et ceux ayant des secteurs manufacturier et agricole robustes.

C'est pourquoi en réaction avec cette nouvelle zone, une commission tarifaire composé de douze institutions et ministères (Présidence, Primature, Budget, Finances, Plan, Economie Nationale, commerce Extérieur, Industrie, Intégration Régionale, Agriculture, Pêche et élevage, et Entrepreneuriat, petites, Moyennes Entreprises et Classe moyenne ainsi que neuf organismes (Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA), Direction Générale des Impôts (DGI), Direction Générale Recettes Administratives, Judiciaires et Domaniales (DGRAD), Banque Centrale Congo (BCC), Office de Contrôle Congolaise (OCC), Agence Nationale pour la Promotion des investissements (ANAPI) et Fédération des Entreprises du Congo(FEC)) de la RDC a été mise sur pied pour examiner le projet du tarif douanier applicable dans le cadre de la ZLECAF.

A cet effet, étant donné qu'un démantèlement tarifaire devrait se faire conformément aux listes de concessions tarifaires soumises à l'Union Africaine par chaque Chef de l'Etat de l'Union Africaine le 7 juillet 2019 à Niamey au NIGER, la commission a élaboré les listes de concessions de la RDC, en se fondant sur trois critères à savoir : la préservation des recettes

douanières, la sauvegarde de la production nationale existante ou potentielle et le respect des mesures de législations connexes nationales.

Ces listes comprennent 5 685 produits inventoriés dans les importations de la RDC, regroupés dans 22 catégories¹ réparties comme suit :

- produits de la catégorie A : 5 459 lignes tarifaires, constituant les marchandises dont les droits de douane seront démantelés progressivement sur 10 ans ;
- produits de la catégorie B : 41 catégories tarifaires, qui constituent les produits sensibles à libéraliser progressivement sur 13 ans avec 5 ans de période de grâce et
- produits de la catégorie C : 185 lignes tarifaires, constituant les produits du démantèlement tarifaire.

A cet effet, la DGDA a élaboré un projet du nouveau tarif, incluant le démantèlement tarifaire qui ont pris effet à partir de 2021 pour les produits classés dans la catégorie A dans la liste de concession tarifaire de notre pays.

Sur le plan structurel, les tendances générales du tarif des droits et taxes à l'importation porté par l'Ordonnance n° 011/2012 du 12 septembre 2012 instaurant un nouveau tarif des droits et taxes à l'importation, ont été modifiées pour intégrer la ZLECAF et la colonne dédiée aux droits de douane a été subdivisée en deux sous-colonnes, savoir :

- la première sous-colonne dénommée Nation la Plus Favorisée (NPF), comprend les taux de droits de douane commun relatifs aux marchandises importées des pays non originaires des Etats parties à la ZLECAF et
- la deuxième dénommé ZLECAF, comprend les droits de douane préférentiels applicables aux marchandises importées des pays non originaires des Etats parties, consécutivement au démantèlement tarifaire prévu.

L'évaluation de la perte des recettes douanière relative à l'accord du libre-échange pour la RDC estimé par « le ministère du commerce extérieur est de 150 millions de dollars soit 4% des recettes du budget de l'Etat »².

¹ Rapport de la commission tarifaire, DGDA, juillet 2021.

Faut-il ajouter que dans l'hypothèse où le pays opte pour des mesures de protection de certains secteurs dont les produits sont concurrencés par des produits extérieurs subventionnés, il perdra davantage une grande partie de ses recettes sur le commerce extérieur intracontinental.

² Rapport du bureau d'études, Ministère du commerce extérieur R.D.C.

<http://revues.imist.ma/?journal=REGS>

Tableau n°2. Recettes des impôts sur le commerce extérieur de la RDC (en million de dollars)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
A. Droit de sortie	21,33	21,91	33,30	28,23	25,92	26,19	16,33
Droit de sortie ordin.	8,40	8,44	11,86	9,94	7,90	7,94	5,40
Produits minéraux	5,87	9,23	5,42	3,55	2,76	3,10	3,10
Produits végétaux	2,19	3,33	6,42	5,39	5,14	4,83	2,19
Autres produits	0,33	0,91	0,02	-	-	-	-
TVA à l'export.	-	-	-	-	-	-	-
Taxes statistiques	4,27	6,23	9,58	10,35	10,10	7,96	4,27
Amendes	0,27	0	0	0,00	0,04	2,35	0
B. Droit d'entrée	468,28	609,07	849,61	1 155,17	1 485,01	1 549,84	1 550,00
Droit de douane	222,15	287,88	391,16	506,39	575,29	605,35	602,15
TVA à l'import.	239,91	318,64	442,81	645,43	908,25	944,34	947,85
Taxe statistique	5,86	6,55	14,38	-	-	-	-
Amendes	-	1,59	0,71	3,35	1,47	0,15	0
C. Entrepôts	0,37	0,31	0,55	-	-	-	-
Total	489,61	630,98	882,91	1 183,40	1 510,95	1 576,03	1 567,18

Source : élaboré sur base du rapport de la Banque Centrale du Congo 2018.

Ce tableau permet d'apprécier l'importance des recettes des impôts sur le commerce extérieur. L'on remarque que pour toute la période de 2009 à 2018, les recettes d'entrée (droits de douane) sont supérieures aux droits de sortie (taxes à l'exportation). Ce qui témoigne deux réalités, la première est relative à la supériorité des importations sur les exportations et la second est relative à l'absence de certaines rubrique notamment la TVA à l'exportation qui amenuise les droits de sortie. En terme de rapport entre les recettes d'entrée et de sortie, le rapport le plus important est remarqué en 2018 (255,7%) dont les recettes de droit d'entrée

ont été plus importantes que celles de droit de sortie tandis que le rapport le plus faible est remarqué en 2009 (3,60%) pour une justification contraire.

Le libre-échange va diminuer en partie ces recettes surtout que ces dernières vont dépendre de la valeur et de l'importance des produits échangés. D'où la nécessité d'envisager les mesures palliatives pour faire face à cette éventualité. A cet effet, la politique que la RDC doit être basée sur : la diversification des exportations pour augmenter le nombre de produits exportables, la recherche des gains de compétitivité par l'industrialisation pour améliorer la valeur ajoutée et la quantité des produits qui feront l'objet de l'échange, la réorientation des échanges en mettant l'accent sur les pays membres et la protection de certains secteurs stratégiques nationaux.

Faut-il ajouter que la suppression des droits d'entrée et/ou de sortie relatifs au libre-échange entre la RDC et ses voisins impacterait sur les prix des biens importés et exportés car ces prix dépendront des prix internes respectifs et des pouvoirs d'achat de chaque population.

6. Conclusion et recommandation

Cette page clôture cet article qui a porté sur l'analyse SWOT de la RDC à la zone de libre-échange africain. Il est structuré en quatre points qui ont porté respectivement sur : les considérations générales sur le libre-échange, les considérations sur l'invention de la zone de libre-échange africain, les considérations sur l'analyse SWOT de la République Démocratique du Congo (RDC) dans la zone de libre-échange Africain et les effets probables du libre-échange sur l'économie congolaise.

Selon plusieurs observateurs, cet espace souhaite faire de l'Afrique le plus grand marché du monde ayant pour objectif la diminution des barrières tarifaires à l'échange entre pays tout en soutenant la promotion des échanges intra- africains.

En ce qui concerne l'analyse SWOT de la RDC dans cette zone, les différentes informations témoignent qu'elle a des forces et des opportunités, des faiblesses et des menaces par rapport à ses échanges avec les autres pays membres.

Parmi les forces de la RDC dans la zone de libre-échange Africain, il y a lieu de retenir : ses diverses possibilités d'investissement, l'importance de sa population qui la classe parmi les plus grands marchés d'Afrique, sa dotation en diverses ressources minérales et végétales

constitue une force si et seulement si ces dernières sont bien exploitées et sa position géographique avec neuf voisins facilite ses échanges avec un coût de transport réduit.

Enfin, il sied de faire remarquer que ce n'est pas l'importance numérique des atouts ou de contraintes qui justifie le gain ou perte dans le cadre du libre-échange Africain, mais plutôt l'impact de chaque catégorie sur l'économie nationale.

En rapport avec notre cogitation sur les résultats, nous remarquons qu'à l'état actuelle de son environnement, la RDC est confrontée à plus de contraintes que d'atouts, mais elle pourrait bénéficier de ces échanges dans cette zone à la seule condition de capitaliser ses forces et ses opportunités et de surmonter ses faiblesses et ses menaces. Ces résultats confirment notre hypothèse de base.

Ainsi, nous suggérons aux autorités congolaises de prendre des dispositions pour respecter cette condition.

Références bibliographiques:

Bela Bakassa (1961), The theory of economic integration, R. D. IRWIN, Homewood III, volume .6, Washington, 1961, p. 102.

Bellelij Lamiae, Mezene Mohamed, (2018), la Zone de Libre-échange Continentale Africaine : une intégration au bout de chemin ?, Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit, ISSN: 2550-469X Numéro 6, p9-8

Cedrick Kalemasi Mosengo, Antoine Batamba Balembu, et Pierrot-Gomez (2022), Informal Cross-Border Trade (ICT) between the Democratic Republic of Congo and the Republic of Congo: What Can Be Retained from the Statistical Evidence? vol. 30 No. 2, pp.14

Cline, William R, (2004), trade policy and global poverty, édition Peterson Institute, Washington, DC

David Cox , and Richard Harris (1984), Trade Liberalization and Industrial Organization: Some Estimates for Canada, Journal of Political Economy Volume 93, Number 1

Jagdish Bhagwati, (2005), Eloge du libre échange, édition organisation, Paris, p29

Jean-Marie Séronie, Pierre Jacquemot (2019), les dix enjeux de la zone de libre échange africaine <https://www.willagri.com/wp-content/uploads/2019/07/Dossier-Willagri-Juillet-2019.pdf>

Louison TETE SULA (2021), Marketing urbain comme dispositif stratégique d'attraction des investissements directs étrangers dans la ville de Kinshasa, International Journal of Progressive Science s and Technologies (IJPSAT) ISSN: 2509-011, Vol 30 No. 1, pp.175-184

Paul Krugman et Maurice Obstfeld (2009), Economie internationale, 8^{ème} éd. Paris, p.212

DGDA (2021), Rapport de la commission tarifaire, p3-8

Rapport du bureau d'études (2018), Ministère du commerce extérieur RDC, p11.